AVENANT DE REVISION A LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES
PERSONNELS FAMILLES RURALES (IDCC 1031)

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Les associations FAMILLES RURALES, les fédérations régionales, départementales, la fédération nationale, représentées par le collège employeur siégeant au sein de la Commission paritaire nationale

d'une part,

ET :

Les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO) siégeant à la Commission paritaire nationale et représentant l'ensemble du personnel salarié travaillant dans le cadre des associations et fédérations FAMILLES RURALES

d'autre part,

PREAMBULE

Le présent accord a pour objet de mettre en conformité la Convention collective nationale des personnels Familles Rurales avec les dispositions de l'article L2232-9 du Code du travail tel que modifié par la loi n°2016-1088 du 8 août 2016.

YAB
DF SB MR

OM

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : DISPOSITIONS MODIFICATIVES

L'article 7 de la convention collective nationale des personnels Familles Rurales (IDCC 1031) du 12 décembre 2012 est remplacé comme suit :

« Article 7 : Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation »

Missions de la commission

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation exerce les missions suivantes :

- **Assurer la représentation de la branche** auprès de tous organismes privés ou publics
- **Réunir ses membres afin de mener les négociations au niveau de la branche** et définir le calendrier de négociation
- **Assurer une veille sur les conditions de travail** et l'emploi ;
- **Etablir un rapport annuel d'activité de la Branche** : le rapport annuel d'activité comprend un bilan des accords collectifs d'entreprise portant sur la durée du travail, en particulier de l'impact de ces accords sur les conditions de travail des salariés et sur la concurrence entre les entreprises de la branche. Le bilan peut proposer des recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées ;
- **Recueillir les accords** négociés et conclus dans les conditions visées par l'article L2232-22 du Code du travail
- **Garantir le fonctionnement de l'observatoire paritaire de la négociation collective** en application de l'article L2232-10 du Code du travail, au titre duquel les entreprises sont tenues de lui transmettre les accords d'entreprise conclus pour la mise en œuvre d'une disposition législative, que cette négociation soit opérée avec une ou plusieurs organisations syndicales ou de manière dérogatoire. Dans ce cadre les employeurs

YAB SB JF MR

DR

couverts par le champ d'application du présent accord sont tenus d'opérer les transmissions d'informations et d'accord requises pour le bon fonctionnement de la Commission.

- **Assurer le rendu d'avis interprétatifs** sur la convention collective nationale des personnels Famille Rurale, que ce soit à la demande d'une entreprise ou d'une juridiction dans les conditions de l'article L441-1 du Code de l'organisation judiciaire

Organisation de la Commission

Composition

La Commission comprend deux représentants titulaires de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche au plan national et un nombre égal de représentants des organisations professionnelles d'employeurs.

Le même nombre de suppléant est également désigné par les organisations syndicales. Tout membre suppléant ne participe aux réunions de la Commission qu'en cas d'absence du titulaire.

Les organisations syndicales de salariés et d'employeurs doivent faire connaître par écrit au secrétariat de la Commission le nom de leurs représentants et suppléants ainsi que tout changement d'intervenant. Chaque organisation décide des conditions de renouvellement de mandat de ses représentants.

Présidence

Les réunions de la Commission sont présidées alternativement chaque année par un représentant de l'un ou l'autre collège, désigné par son collège. Le changement de présidence intervient au 1^{er} janvier de chaque année. Durant les années impaires, par un représentant du collège employeur, durant les années paires par le collège salarié, la désignation au sein du collège « salarié » respecte le principe de rotation entre les organisations qui la composent.

YAB SB JF MR

AP

OM

Le Président assure la préparation et la tenue des réunions. Un vice-président issu de l'autre collège l'assiste dans ses fonctions.

Secrétariat

La Commission est domiciliée au siège de la Fédération des Familles Rurales (7, Cité d'Antin – 75009 PARIS) qui en assure le secrétariat.

Les missions du secrétariat consistent à :

- Assurer la transmission et la réception de tous documents entrant dans son champ d'intervention et de compétence tant aux organisations patronales que salariales ;
- Établir, modifier le cas échéant, les procès-verbaux des réunions de la Commission et avis rendus par cette dernière dans le cadre de ses attributions consultatives et assurer le suivi administratif de leur signature ;
- Accuser réception des demandes d'avis transmises par les entreprises couvertes par le champ d'application de la convention collective des personnels famille rurale
- Établir le rapport annuel d'activité de la Branche ;
- Accuser réception des accords transmis en application des articles L2232-22 et D2232-2-1 du Code du travail ;
- Réceptionner et compiler les accords transmis par les entreprises au titre de l'Observatoire de la négociation collective ;
- D'une manière générale, assurer le bon fonctionnement administratif de la Commission dans le cadre du présent accord, des décisions et orientations fixées par la Commission elle-même et assurer le respect des dispositions de son règlement intérieur.

L'adresse électronique du secrétariat de la commission paritaire nationale est :

accords-cppni@famillesrurales.org

AAAB

SH PF MR

OMC

L'adresse postale du secrétariat est la suivante :

Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation

Fédération Nationale des Familles Rurales

7, Cité d'Antin

75009 PARIS

Fonctionnement de la Commission

Réunions de la Commission

La Commission se réunit sur convocation de son Président ou de sa Présidente et au moins trois fois par an.

Le Président ou la Présidente convoque la commission par écrit au moins quinze jours avant la date de tenue de la réunion et adjoint l'ordre du jour ainsi que tout document utile en vue de la réunion.

La Commission définit son agenda social dans les conditions visées à l'article L2222-3 du Code du travail. L'agenda social est arrêté dans les conditions visées par le présent accord au titre des avis de la commission. A cette fin, elle se réunit au plus tard dans les trois mois suivant le début de l'année civile. Dans ce cadre, sont notamment examinées les demandes exprimées à date de thèmes de négociation formulées par les organisations syndicales de salariés représentatives dans la Branche.

Ces demandes peuvent en outre être formulées à tout moment, par simple courriel d'une organisation syndicale auprès du secrétariat. La modification de l'agenda social est alors examinée lors de la séance suivante, sous réserve que la demande soit parvenue au moins 15 jours avant la date de tenue effective de la réunion.

Le fonctionnement des instances paritaires, et par voie de conséquence, le présent accord fait pleinement partie des thèmes de discussion et de négociation de la présente commission. Il est convenu entre les parties que son examen sera opéré au moins une fois tous les trois ans.

FFR SB JF HR

OM

Avis de la Commission

Dans le cadre de son fonctionnement interne et de ses fonctions consultatives, notamment au titre de l'article L441-1 du Code de l'organisation judiciaire, la Commission rend des avis.

Les avis la Commission sont adoptés à l'unanimité des deux collèges et à la majorité absolue du collège salarié. Chaque organisation syndicale représentative dispose d'une voix, un nombre de voix équivalent est attribué aux représentants du collège employeurs.

Lorsque l'avis ne porte pas sur son fonctionnement interne ou l'exercice de ses attributions liées à la négociation collective, la Commission est valablement saisie par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courriel envoyé à l'adresse du secrétariat.

Lorsqu'une entreprise ou association comprise dans le champ d'application de la convention collective nationale des personnels Familles Rurales sollicite l'avis de la Commission, celle-ci joint, outre le détail de la question d'interprétation, un extrait K-Bis (si applicable) ainsi que ses statuts. Cette procédure n'est pas applicable lorsque la Commission est saisie en application de l'article L441-1 du Code de l'organisation judiciaire.

La Commission est tenue de se prononcer sur la question d'interprétation dans un délai de 2 mois suivant sa saisine.

L'avis de la commission est rédigé par le secrétariat qui soumet ce dernier à son approbation lors de la réunion suivante de la commission ou par tout autre moyen permettant de respecter le délai de deux mois susvisé.

Travaux de la commission – Rapport Annuel - Observatoire

Les travaux de la commission sont établis par ses membres avec l'assistance du Secrétariat.

Particulièrement, le rapport annuel d'activité fait l'objet d'une présentation au cours d'une réunion de la Commission et doit être adopté à l'unanimité des deux collèges et à la majorité absolue du collège salarié. Chaque organisation syndicale représentative dispose d'une voix, un nombre de voix équivalent est attribué aux représentants du collège employeurs.

HPB SM DF MR

OM

Sa transmission doit intervenir au moins 15 jours calendaires avant la tenue de la réunion de la commission appelée à statuer sur celui-ci.

Chaque année, et au vu des accords transmis par les entreprises pour le fonctionnement de l'observatoire de la négociation collective, la Commission établit un rapport. Ce rapport comprend des préconisations concernant les thèmes de négociation à aborder au cours de l'année suivante.

La Commission peut, dans ce cadre, engager toute action de sensibilisation des employeurs de son champ d'application en vue d'obtenir les informations et accords nécessaires à son bon fonctionnement et la conduite de ses travaux.

Indemnisation des membres de la Commission

Les membres de la Commission Paritaire Nationale du collègue salarié, salariés délégués Familles Rurales à la Commission, bénéficient de deux jours par an au titre de la préparation des réunions et travaux de la commission. Le temps de réunion lui-même est assimilé à un temps de travail effectif.

L'ensemble des membres de la Commission bénéficie du remboursement de ses frais de transport sur la base du tarif aller-retour SNCF 2^{ème} classe.

La Fédération Nationale prend en charge ces différents frais.

Tout autre moyen pourra être envisagé, dans le cadre de la mise en place d'un fonds de gestion sur le paritarisme, si les parties en décident.

ARTICLE 2 : ENTREE EN VIGUEUR

Le fonctionnement de la Commission est effectif à compter de la date de signature du présent accord.

ARTICLE 3 : CHAMP D'APPLICATION, DUREE et DEPOT

Le champ d'application du présent accord est celui défini au Titre I, article 1^{er} de la Convention collective nationale du personnel des Personnels Familles Rurales.

HAB SH JF MR

ORC

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, il sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives, il fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues à l'article L 2231-6 du Code du travail.

Il peut être révisé ou dénoncé selon les formes légales.

Fait à PARIS, le 28 février 2018

En 10 exemplaires originaux,

Pour le collège patronal : (membres élus en Assemblée Générale de la Fédération Nationale)

Michel PILLON

Sylvain BRELOT

Marie-Agnès BESNARD

Daniel FONTAINE

Bernard GAZON

Jean-Pierre BELEY

Monique ROUSSEAU

Yves METEIL

Pour le collège syndical

FGA- CFDT: Odile Baudet - Collinet
Ou

FNAS-FO

CGT: